

table évidemment pour eux que l'hellénisme ou la civilisation du moyen-âge, qui sont réellement un peu trop modernes.

Laissons-les donc rêver à leur aise de la reconstitution des démocraties ploutocratiques de la Grèce antique, ou des républiques aristocratiques de l'Italie du XVI<sup>e</sup> siècle, seules organisations dans lesquelles, à leur avis, l'artiste puisse rêver, car voilà le dogme capital de ces jeunes hommes : les sociétés sont faites uniquement pour permettre au Poète Roi, à l'artiste de se produire. Cette doctrine s'appelle communément l'aristocratie intellectuelle et elle suffit à entretenir la vie idéologique des cénacles littéraires, où nous pourrions momentanément la laisser confinée. Nous en pourrions reparler un jour si nous traitons du rôle social de l'artiste et de la nouvelle esthétique qui doit correspondre à la société nouvelle en train d'éclorre.

Revenons donc aux fédéralistes politiques. Il y a parmi eux une extrême-gauche dont le credo est la haine de Paris. La province, disent ces intransigeants, est opprimée, Paris stérilise la France, il faut que à Paris son rôle de capitale. Pour cela on doit transférer d'abord les pouvoirs publics à Versailles et plus tard les installer dans une ville du centre. Ensuite, on groupera les départements en huit districts, on fera huit lots des œuvres d'art, des livres, des documents d'archive, on répartira également les écoles spéciales et ainsi tous les Français de province seront heureux.

La doctrine de ces insurgés des départements ne paraît pas jouir d'un grand crédit et la majeure partie des fédéralistes et décentralisateurs repousse les moyens violents qu'elle préconise ; je soupçonne fort d'ailleurs ces enragés de se rattacher au clan des littérateurs fédéralistes. Le gros du parti se compose de bourgeois qui continuent la tradition des Nancéens de l'Empire, ce sont les membres de la Ligue lorraine de décentralisation, les instigateurs de la campagne contre l'Exposition de 1900, les associations dont M. de Marcère est l'apôtre, en un mot les protectionnistes provinciaux. Mais un élément nouveau s'est introduit dans cette opposition, depuis 1865. En trente ans la grande bourgeoisie industrielle et financière a accru sa puissance, aux dépens de qui ? Aux dépens de la petite bourgeoisie, du petit commerce, de la petite industrie, à qui l'exploitation du producteur et du consommateur ne procure plus des revenus suffisants. La partie la plus éprouvée de cette petite bourgeoisie est devenue fort violente, au fur et à mesure qu'elle voyait ses profits diminuer. Elle ne peut considérer l'état social d'une façon générale, pour examiner la situation elle se place toujours au point de vue étroit de ses intérêts de bourgeois. Ce qu'elle demande, c'est que ses intérêts soient sauvegardés ; elle est donc, en attendant qu'elle soit complètement prolétarisée, tout acquise aux réformateurs qui lui proposent, non pas de travailler à l'établissement d'une société nouvelle, mais à la réfection de la société ancienne ou cette petite bourgeoisie était encore privilégiée. Elle marche donc, sous la bannière du boulangisme, de l'antisémitisme ou du fédéralisme, à la conquête des prébendes d'autrefois.

Qu'est le fédéralisme pour ces hommes ? C'est une forme plus exiguë, plus médiocre du nationalisme. Le fédéralisme, c'est la protestation du petit commerce local contre les grandes entreprises du capital collectif, c'est la protestation contre le gouvernement qui ne réserve pas aux fils de ces commerçants, dans leurs provinces respectives, les places de l'administration et de la judicature et les donne à des fonctionnaires étrangers aux régions où on les envoie. L'égoïsme économique, familial et provincial, tel est le moteur de ces fédéralistes qui, par l'appât de la protection du travail national, cherchent à attirer à eux certaines fractions du prolétariat. Le fédéralisme qu'ils défendent est un fédéralisme mercantile ; il signifie, je l'ai dit, protectionnisme local, il implique la protection de l'industrie locale, du commerce local, des petits intérêts départementaux contre Paris et contre les grands centres industriels et départementaux. Mais cette protection, si elle s'établissait jamais, s'établirait au profit de cette bourgeoisie trafiquante et aux dépens du prolétariat : elle serait une réaction et pas autre chose.

Les théoriciens du mouvement se défendent contre l'accusation de conservatisme et de réaction, et cela est explicable puisqu'ils prétendent amener à eux une partie des combattants de la révolution dont ils voudraient se servir comme d'auxiliaires, pour s'emparer de la forteresse de l'opportunisme qu'ils s'empresseraient d'occuper en empêchant leurs alliés de la démolir. Mais aucune protestation n'est valable contre leur théorie même ; or, leur théorie consiste à recommander la constitution de divisions provinciales centralisées et hiérarchisées elles-mêmes. Elle supprime le pouvoir central commun, mais elle laisse subsister le pouvoir central de chacune des parties qu'elle organise comme de petits Etats autoritaires, fédérés entre eux, de petits Etats oligarchiques dans lesquels le prolétariat et l'individu seraient plus tyrannisés encore que dans nos grandes organisations étatistes.

D'ailleurs, pour montrer à quel point est réactionnaire ce fédéralisme des décentralisateurs Nancéens ou partisans de M. de Marcère, de quelques félibres, et des restaurateurs de l'esprit des provinces, il va nous suffire d'exposer le fédéralisme révolutionnaire, où pour mieux dire la façon dont les révolutionnaires de ce siècle ont compris le fédéralisme.

Quand on parle de fédéralisme, le grand nom de Proudhon est invoqué. Comment Proudhon l'entendait-il ? Philosophe, il était parti d'un point de vue métaphysique ou platonicien. Il avait fait la critique des principes sociaux et des organisations humaines et il avait rencontré partout l'autorité liée à l'unité et à la centralisation, celles-ci étant les instruments de celles-là. Il pensa qu'en brisant ces armes, il diminuerait d'autant cette autorité qu'il combattait ; à l'unité, à la centralisation, il opposa la décentralisation et le fédéralisme, il vit en eux des corrélatifs de la liberté, il les considéra même comme étant la garantie de cette liberté et la plus sûre défense à opposer à la tyrannie de l'Etat.

Cela veut-il dire que l'idéal de Proudhon ait été la reconstruction de la France ancienne ? Non, certes. Le fédéralisme proudhonien ne tient pas compte des mœurs d'autrefois, c'est un fédéralisme économique et, d'une façon plus précise encore, un fédéralisme contractuel, et par contrat Proudhon n'entendait pas le contrat fictif et original de Rousseau mais, un contrat réel. Il voulait détruire le régime gouvernemental féodal et militaire, il voulait supprimer les rouages de la machine et fon-

der le régime industriel basé sur l'organisation des forces économiques, sur le groupement des associations formées par libre contrat. Il voulait supprimer les classes de citoyens et leur substituer des catégories de fonctions sociales, agriculture, commerce, industrie et il demandait que ces catégories fonctionnelles fussent centralisées chacune et liées entre elles. A la centralisation politique et unitaire, il répondait par la centralisation économique des parties fédératives.

Avant tout, il centralisait toutes les catégories de production ; on avait ainsi la centralisation de l'industrie extractive, la centralisation de l'industrie manufacturière, la centralisation de l'industrie commerciale, la centralisation de l'industrie agricole et même la centralisation des sciences et des arts. Ces divisions économiques, une fois puissamment centralisées, se fédéraient entre elles. Il constituait ainsi sa société en mettant à la place du gouvernement, l'organisation industrielle ; à la place de la loi, les contrats ; à la place des pouvoirs politiques les forces économiques.

Quel rapport Proudhon a-t-il, avec nos provincialistes d'aujourd'hui, avec le chauvinisme fédératif, lui qui sentait et montrait que le nationalisme est la mort des nations, que le particularisme national est le linéol dont s'enveloppent les peuples qui ont renoncé à la lutte et se résignent à disparaître égoïstement ? Comment pourrait-il être un appui pour cette catégorie de patriotes qui souvent invoquent son nom, lui qui demandait : « la compénétration libre et universelle des races sous la loi unique du contrat », lui qui réclamait « l'économie unitaire du globe et voulait, par l'organisation économique, réaliser la République universelle », lui qui écrivait ces fortes lignes : « Il n'y a plus de nationalité, plus de patrie dans le sens politique du mot. Il n'y a que des liens de naissance. L'homme, de quelque race et couleur qu'il soit, est réellement indigène de l'univers, le droit de cité lui est acquis partout. »

Cependant, nos décentralisateurs pourraient, en apparence, se rencontrer avec lui. Après avoir établi aussi lucidement son fédéralisme, l'homme qui promettait d'écrire le livre des *Contradictions proudhoniennes* manqua un jour de clairvoyance.

Ce fut après le coup d'Etat de décembre 1852. Proudhon ne se rendit pas compte de l'effort de la bourgeoisie industrielle, même ayant vu les fusillades de 1848, même ayant constaté l'état d'esprit des libéraux de ce temps, il attribua à la centralisation l'établissement du régime que le capitalisme avait amené pour pouvoir, sous sa protection, se développer complètement. Il ne comprit pas les nécessités qui amenèrent l'Empire industriel et il préconisa le fédéralisme politique, il crut un instant que le fédéralisme pourrait aider à établir le fédéralisme économique. Bakounine et les organisateurs de l'Internationale, au sein de laquelle les proudhoniens embourgeoisés furent les premiers vaincus par le fait du prolétariat, répondirent aux affirmations dernières de Proudhon.

Que demandait Bakounine ? Il demandait « l'Union universelle des libres associations tant agricoles qu'industrielles », la libre agglomération des individus libres, l'union des communes. Mais comment supposait-il ces communes, il les supposait amorphes, formées d'éléments unis entre eux par le seul choix, des communes délivrées de toute autorité. Il demandait autre chose encore, c'est que le droit de réunion et de scission des parties fédératives fut absolu. Avec lui et en opposition au collectivisme marxiste marchait l'alliance de la démocratie socialiste et les groupes fédérés d'Espagne et d'Italie organisés par Carlo Cafiero et par Fanelli.

Il me paraît difficile que les décentralisateurs provincialistes appellent à leur aide, eux des patriotes, le plus terrible ennemi de l'idée même de patrie, celui qui a dit un jour ces paroles qui peuvent s'appliquer aujourd'hui à notre bourgeoisie agressive et régressive : « Le soi-disant principe de nationalité n'est qu'un dérivatif opposé par la réaction à l'esprit de la révolution ». Mais laissons Bakounine, et examinons la doctrine de l'Internationale. Que voulaient les groupes marxistes de l'Internationale. Ils ne voulaient certainement pas le collectivisme étatiste. Ils voulaient la fédération universelle des sections. Qu'était la section pour l'Internationale ? Était-ce un simple groupe local, groupe de propagande ou d'action ? Non, la section était le lieu de réunion des ouvriers de tous les métiers sans distinctions ; c'était le lieu où se traitent les affaires intéressant la généralité des travailleurs, c'était encore le type de la commune productrice.

Après le congrès de la Haye de 1872, que recommandait l'Internationale à ses adhérents ? Elle leur recommandait de s'associer partout en corps de métiers et de former ensuite des fédérations successives, suivant l'étendue des intérêts économiques à régler de façon à former des fédérations nationales et une ligue internationale de métiers.

Cette étude rapide pourrait sans doute nous suffire pour classer désormais les fédéralistes révolutionnaires et les décentralisateurs réactionnaires bourgeois. Cependant cette esquisse serait incomplète si je ne parlais d'un homme, trop oublié peut-être, qui, disciple de Proudhon et partant de ses principes, a su préciser le fédéralisme révolutionnaire. Cet homme, c'est l'auteur des *Assemblées parlantes* et de la *Nouvelle organisation de la République*, c'est Leverday.

Comme Proudhon, Leverday dit : « Le fédéralisme c'est l'ordre contractuel, c'est un régime ou la constitution de l'ensemble national résulte du groupement librement consenti des différentes parties de l'ensemble ». Comme Proudhon il veut éliminer toutes espèces d'autorité gouvernementale, il combat le « pléthore légal », il ne se différencie de lui qu'en repoussant le terme d'anarchie pour mettre à sa place celui d'autodynamisme des forces sociales. Il voyait les communes groupées en cantons, les cantons en arrondissements, les arrondissements en districts, les districts en régions qui par leurs pactes mutuels constitueraient les groupes nationaux qui, à leur tour, se grouperaient entre eux. Et pour arriver à réaliser son système, il mettait à la base de son mutualisme fédéral l'évanouissement des nationalités, la suppression de l'état de guerre, l'abolition des frontières. Mais ce que Leverday a vu le plus clairement, c'est la nécessité préalable de l'unité pour réaliser le fédéralisme économique. Pas d'erreur plus grossière pour lui que ce retour au particularisme provincial. Il n'est pas de fédéralisme possible si les nations ne sont pas unifiées. Ce qui s'opposerait le plus à l'établissement d'un tel régime ce serait la conservation des

esprits particuliers, forcément étroits, sectaires et égoïstes, qui ne peuvent normalement exister que dans de petites patries conservatrices, ne devant rien à autrui, dans des collectivités médiocres et jalouses les uns des autres. De semblables persévérances ne se concilient qu'avec l'idée des fédérations antiques, des amphictyonies grecques que liaient des intérêts temporaires. Pour que des groupes économiques puissent se fédérer, il faut qu'ils soient mus par le même esprit, il faut qu'ils aient des pensées et des sentiments communs, il faut en un mot que les différences qui rendaient ces groupes ennemis aient disparu et que les ressemblances se soient accrues, il faut aussi que les intérêts concurrents aient disparu, donc unification intellectuelle et morale, correspondant à l'unification des intérêts économiques, telles sont les conditions du fédéralisme révolutionnaire.

Résumons maintenant les quelques principes généraux de ce fédéralisme. Il repousse les fédérations politiques, car ces fédérations doivent, comme les Etats-Unis d'Amérique, comme la Suisse, aboutir à la centralisation autoritaire et capitaliste. Il ne veut pas constituer et lier entre eux des groupes géographiques, mais des groupes économiques, car il ne peut s'agir de réformer fédérativement l'ordre politique. Pour le fédéralisme révolutionnaire, la Société de demain sera faite par l'Union internationale des groupes producteurs.

J'espère avoir montré quelle distance sépare le fédéralisme révolutionnaire du fédéralisme réactionnaire. Ce dernier n'est qu'une manifestation du nationalisme. Il n'est qu'une exagération de la doctrine protectionniste ; au cri : la France au Français, répond le cri : la province aux provinciaux, demain, on criera sans doute, la cité aux citadins ; et il ne restera plus à ces farouches adversaires du présent qu'à demander le retour au clan et à l'organisation familiale. C'est là un genre de réformes qui appartient à l'archéologie plus qu'à la sociologie ; que la bourgeoisie jeune et vieille s'y complaise, qu'elle caresse le rêve de reconstruire ainsi ses anciens privilèges, c'est là son affaire et peu doit nous importer. Quant au fédéralisme révolutionnaire, je l'ai dit en commençant, il n'est désormais qu'un point de la doctrine communiste. Nous sommes à une période telle qu'une chose avant tout est importante : transformer l'économie sociale en supprimant le capital. Quand le prolétariat aura conquis ses droits, on pourra causer fédéralisme ; dans le fédéralisme révolutionnaire, une chose est principale : c'est la révolution.

BERNARD LAZARE.

## Fédéralisme et Révolution

(Suite)

Des groupes avaient continué à exister dans la cité lorraine, mais leur action avait été purement locale, elle voulait être générale sous l'Empire et en 1865 un groupe de Nancéens lança un manifeste qui s'appelait : *Un projet de Décentralisation* ; ce manifeste élaboré par dix-neuf personnes appartenant à la bourgeoisie industrielle, fut connu au cours de la polémique assez vive qu'il provoqua sous le nom de *Projet de Nancy*. Que voulaient ces protestataires ? Ils voulaient : 1<sup>o</sup> Fortifier la commune, 2<sup>o</sup> Créer le canton ; 3<sup>o</sup> Supprimer l'arrondissement ; 4<sup>o</sup> Emanciper le département, en substituant des administrations électives à l'autorité des préfets et des sous-préfets. C'était, en un mot, la substitution au gouvernement centralisateur, à l'état un, d'une oligarchie départementale, mais d'une oligarchie de capitalistes disposant eux-mêmes de leurs deniers pour la satisfaction de leurs intérêts particuliers.

Les rédacteurs du manifeste avaient cherché des adhérents et les adhérents vinrent. Ils appartenaient à la bourgeoisie nantaise et à la réaction ; on voyait parmi eux M. Guizot et M. de Falloux, M. Jules Simon et M. de Montalembert, M. Jules Favre et Mortimer Ternaux. Le projet fut soutenu par la *Gazette de France*, par le *Monde*, par l'*Univers*, par le *Temps* et par le *Journal des Débats*.

Indépendamment des intérêts de classe que ces feuilles bien pensantes voulaient défendre elles voyaient à cette division en petits centres un avantage considérable. Elles estimaient, et avec elles le plus grand nombre des signataires du projet, qu'il importait d'amoindrir ainsi l'influence de Paris sur le mouvement général. On craignait le rôle révolutionnaire de la capitale, comme on le craint encore, on voulait opposer à ses élans le contre poids des assemblées provinciales. Le projet de Nancy n'eut pas de suite. Il devait rencontrer deux oppositions. L'opposition de la haute bourgeoisie financière et industrielle dont les intérêts sont cosmopolites et ne s'accordent pas avec les intérêts protectionnistes de la bourgeoisie des grands propriétaires et de certaines industries considérées comme nationale. Il trouvait ensuite l'opposition toute naturelle de l'Etat et de ses mandataires, la classe des administrateurs et des employés d'Etat : il fut vaincu. La situation a-t-elle changé aujourd'hui ? Pas sensiblement et pour nous en rendre compte, nous n'avons qu'à regarder de quels éléments est formé le personnel fédéraliste.

Il faut tout d'abord écarter de ce débat les fédéralistes littéraires.

Ces fédéralistes veulent rappeler à la vie les provinces mortes, ils aspirent à restaurer leurs costumes, leurs lettres et leurs arts. Ils parlent de l'esprit picard, de l'esprit lorrain, de l'esprit provençal et regrettent leur disparition. Ces regrets exprimés en termes tour à tour véhéments et touchants, sont explicables par le traditionalisme rétrograde d'une certaine catégorie de littérateurs, dont toute l'esthétique consiste dans la glorification du passé et le mépris du présent. L'idéal de ces poètes et de ces rhéteurs est l'immobilité et s'ils étaient logiques, ils cesseraient de se mêler à nos luttes et s'abîmeraient dans la contemplation de la préhistoire plus respec-

# ALE

## ABONNEMENTS :

PARIS	ÉTRANGER
5 fr.	7 fr. 50
3 fr. 50	4 fr. 50

béré », comme il aimait à se nommer lui-même, pour désigner la vie de caserne, avec ses humiliations, ses turpitudes, et surtout son immoralité. Le capitalisme est le triomphe de la brute sur l'intellectuel, voilà en deux mots toute l'histoire du métier militaire.

Durant les trois années que le jeune homme doit passer dans la promiscuité malsaine de la chambrée, il perd tout respect de sa personne, toute dignité de caractère, il s'abrutit dans la passive obéissance qui ne souffre même pas de raisonnement. Son incorporation fait de lui une machine qu'un galonné, souvent plus sot que son inférieur, manie au commandement, avec des injures et des brutalités. Nous n'avons pas la schlague prussienne, ni le knout russe, mais nous avons la grossièreté plus cruelle peut-être quand il s'agit, comme cela se présente neuf fois sur dix, d'une brute qui

## LE MOUVEMENT SOCIALISTE

### ET LA PRESSE

La presse, telle qu'elle existe aujourd'hui, est un produit de notre siècle. Si les journaux ont commencé à paraître au XVII<sup>e</sup> siècle et si l'ancienne Rome avait aussi des journaux, les acta diurna, ils n'avaient pas de caractère politique, ils ne servaient le plus souvent qu'à fournir des renseignements commerciaux ou des travaux littéraires ou scientifiques. La presse moderne qui reflète le mouvement politique, économique et social de notre époque ne s'est formée que de nos jours, elle est le produit de l'organisation capitaliste.

L'étendue du commerce international, la difficulté de pouvoir se rendre compte de la situation du marché, la dépendance dans laquelle tous les pays se trouvent, les uns des autres au point de vue économique surtout, exigent comme une nécessité absolue que les événements intéressant la vie sociale soient connus d'une manière aussi sûre que rapide. Le développement du commerce moderne et les relations qu'il amène entre les différents pays ne peuvent qu'accroître l'importance des événements qui se passent en dehors des frontières nationales pour pouvoir s'orienter d'après la situation économique et politique de l'étranger. D'ailleurs, les progrès de l'instruction ne permettant à personne de demeurer indifférent aux événements de la vie sociale et politique contemporaine, l'opinion publique ne pourrait pas se former sans la presse périodique.

La presse moderne, engendrée par le système capitaliste, est un des plus puissants moyens d'en assurer la domination et d'en favoriser le développement; rien d'étonnant, dès lors, si la bourgeoisie en profite largement. Ainsi, le journalisme s'est d'abord formé et développé au sein du parti qui, au commencement de ce siècle, représentait l'opposition à l'absolutisme, non seulement dans le domaine politique, mais aussi et surtout dans le domaine économique. C'est de la bourgeoisie, en effet, que sont sortis les meilleurs publicistes, et c'est dans le milieu bourgeois qu'on retrouve les représentants les plus autorisés de la presse contemporaine. C'est pourquoi l'on voit la presse se développer et gagner en influence avec les progrès de la bourgeoisie et de sa prépondérance sur les autres classes de la société.

On s'explique maintenant pourquoi, à mesure que le capitalisme se développait, la presse prenait de plus en plus un caractère capitaliste et comment il est arrivé que les intérêts économiques l'ont emporté sur les illusions politiques dont se berçait jadis la bourgeoisie, qui, par crainte du prolétariat organisé et de ses revendications, ne croit plus pouvoir trouver de salut que dans la réaction et emploie dans ce but les rouages politiques de l'organisation sociale.

La situation de plus en plus difficile où se trouve, de nos jours, le prolétariat de l'intelligence, au point de vue économique, prépare et facilite à la bourgeoisie les éléments nécessaires à la création d'une presse véneale et sans caractère. La presse était par sa nature elle-même, l'intermédiaire entre le public et les hommes qui en gèrent les affaires. Dans notre organisation sociale si compliquée, surtout en ce qui touche au système du crédit, à la dette publique et au marché des valeurs, on comprend sans peine pourquoi le capital mobile a pris aujourd'hui une importance sans précédent dans la vie économique des différents pays, et pourquoi il exerce une influence directe et décisive sur la presse quotidienne, car sans l'aide de la presse l'épargne nationale se porterait ailleurs que sur les affaires de bourse; il suffit de rappeler, à cet effet, l'entreprise du Canal de Panama.

Ainsi, la presse bourgeoise, tout au service du capitalisme, est devenue non seulement un moyen des plus puissants pour exercer une influence sur l'opinion publique, mais aussi un moyen, dont la spéculation ne pouvait plus se passer, pour pouvoir impunément opérer les tripotages les plus éhontés.

La presse bourgeoise n'est plus qu'une entreprise commerciale, une affaire : tout idéal politique y est étranger : la profession de journaliste n'est plus qu'un moyen de gagner de l'argent; la diffusion du journal, voilà ce qui importe avant tout, car c'est là la source des profits. Il va sans dire que, dans ces conditions, la presse se vend aux capitalistes en général et surtout aux hommes de Bourse : des faits récents ne permettent aucun doute à ce sujet. La publication d'un journal n'est plus qu'une affaire d'argent, sa rédaction l'est aussi forcément. Toutes les institutions, même celles qui y paraissent les plus étrangères, subissent l'action capitaliste : l'art et la science, toute la vie sociale s'en ressentent.

Maintenant, il ne faut pas s'étonner si la presse se trouve pour ainsi dire au centre de la corruption publique, car elle est l'intermédiaire non seulement des affaires politiques mais aussi de celles du commerce et surtout de la bourse et de la spéculation dont elle a toujours largement profité : les fonctions qu'elle remplit ne peuvent avoir pour résultat que sa corruption. Le triste caractère de la presse contemporaine ne se révèle pas seulement dans son action économique et financière, mais aussi dans la prépondérance politique qu'elle exerce sur la société et qu'elle exploite par le mensonge et la fausseté. Elle doit sa diffusion non pas à la défense des intérêts véritables du pays, mais, le plus souvent, aux intérêts les plus chers de l'homme, qu'elle sait éveiller et flatter, au moyen surtout des anecdotes scandaleuses et d'indiscrétions calculées. L'intérêt du capitalisme n'exige pas seulement qu'on entretienne des illusions politiques, mais aussi qu'on corrompe et qu'on démoralise les classes moyennes, car la

ploutocratie n'a pas de base plus sûre que la corruption du peuple.

Nous n'avons pas parlé jusqu'ici de l'influence que les pouvoirs publics exercent sur la presse. La bureaucratie a une sainte horreur de la publicité et de toute discussion des affaires de l'Etat. Là où le pouvoir est absolu, la discussion politique est supprimée ou soumise à une censure implacable. Cependant, le capitalisme y a ses coudees franches, au moins dans les affaires, même les plus louches. Dans les pays qui possèdent un semblant de constitution, la presse est régie par des lois assez gênantes, en vue d'entraver, autant que possible, la diffusion et de tenir l'opinion publique sous la dépendance du gouvernement : la presse honnête se trouve ainsi dans l'impossibilité de vivre et de se développer, si elle ne veut pas se vendre au capitalisme. La restriction de la vente publique, le timbre, les cautions, en dehors de la censure, sont les moyens qu'on emploie le plus souvent pour empêcher la presse indépendante de vivre.

C'est dans ce but que la bureaucratie et le capitalisme se sont unis, pour créer la presse officieuse, par laquelle le capitalisme peut tourner à son avantage les inconvénients du régime bureaucratique. C'est par l'argent, les fonds secrets, que le gouvernement exerce son influence sur la presse, et la corruption se manifeste par les mensonges et les faussetés, dans l'exposition et le récit des événements; ce qui est arrivé à Madagascar à Cuba et dans l'Erythrée fournit des preuves éclatantes des tristes agissements de la presse officieuse.

Dans un prochain article, nous examinerons l'importance des restrictions imposées à la presse dans les pays où elle ne jouit pas d'une liberté complète.

LE

## MOUVEMENT OUVRIER

### La verrerie ouvrière

Les journaux socialistes, le journal la Poste et M. Gustave Chaudey annoncèrent que les verriers n'avaient pu réunir que 65.000 francs, dont 40.000 francs versés par M. Rochefort et 25.000 francs par le Comité de la rue Vielle-du-Temple.

Or, sept jours après, la situation de la verrerie était celle-ci : M. Frezouls, notaire à Albi, recevait 125.000 francs, dont 68.000 francs versés par le Comité d'action et le reste par souscriptions adressées directement aux verriers.

Aujourd'hui, enfin, la société possède :	
Quart du capital social...	125.000 fr.
Acompte sur le don de M <sup>me</sup>	
Dembourg.....	40.000 —
Par inscription de tickets à	
0 fr. 20 cent.....	80.000 —
Total.....	245.000 fr.

On voit que la Poste gagne..... facilement l'argent de ses abonnés!

Les

### Chemins de fer et la grève générale

Les travailleurs se familiarisent de plus en plus avec la conception de la grève générale! C'est ainsi que les employés des chemins de fer suisses, au nombre d'environ dix mille, ont mis en demeure les compagnies de régler de concert avec leur Comité central un conflit relatif aux salaires. Faute d'une solution le 29 février, le Comité central de l'association des chemins de fer est chargé de prendre les mesures nécessaires pour organiser la grève générale.

D'autre part, le syndicat français des ouvriers des chemins de fer prépare actuellement son congrès annuel, qui, comme celui de l'année dernière, coïncidera avec la discussion devant la chambre du projet de loi Trarieux.

De sorte que les événements sont aujourd'hui, en Suisse comme en France, aux mains de la classe dirigeante. Avec quelle impatience nous attendons qu'elle engage la lutte!

### Le Congrès de Londres

Ainsi que nous l'annonçâmes il y a quinze jours, le Comité fédéral des Bourses du travail a adressé à ces institutions une circulaire les invitant à fixer leur Congrès annuel au mois de juin prochain, pour y arrêter les termes du mandat à défendre devant le Congrès international de Londres.

Comme il est à peu près certain que leurs réponses seront unanimes, les fédérations, le Comité fédéral demandera immédiatement à la confédération générale du travail de suivre son exemple en fixant à une date antérieure à celle du congrès de Londres le congrès des syndicats et groupes corporatifs.

La date inusitée de ces congrès, ainsi que les résolutions qui seront prises, indiqueront donc une fois de plus aux socialistes parlementaires les sentiments que professe le prolétariat pour leur doctrine comme pour leurs personnes.

fluence extraordinaire sur la marche des événements. Serait-il possible de réorganiser assez à temps l'ancien service des postes aux chevaux et les diligences suffiraient-elles, en admettant que cette réorganisation fût faite? Nous ne le croyons pas. Les exigences de la vie moderne, de cette lutte quotidienne pour l'existence qui est devenue un égorgement des faibles par les gros, des naïfs par les plus habiles, ces exigences sont telles qu'il n'y a nul moyen de substituer aux chemins de fer un mode de locomotion suranné, impossible, qui ne répond plus à l'activité du siècle.

En nous inspirant de cette importance extraordinaire des chemins de fer, nous avons pensé qu'il serait utile d'étudier la marche des idées dans leur personnel actif ou sédentaire, nous entendons par là l'état moral des employés et des ouvriers; leur véritable condition sociale et leurs aspirations politiques. Nous dirons à quel point en est aujourd'hui l'évolution socialiste parmi eux, ce qu'il faudrait faire pour l'activer et de quelle façon elle a chance de réussir. Nous nous introduirons de même dans l'administration supérieure, et nous effleurons la personnalité des dirigeants, sans nous inquiéter d'autre chose que de leurs relations avec le personnel travaillant des ateliers, de la voie et des bureaux.

Nous accepterons toutes les répliques qu'on voudra bien nous adresser, toutes les communications qu'on nous fera, sans autre but que le bien général de tous.

VIDIMUS.

## DES FAITS

**L'intelligence militaire.** — Un soldat de l'armée d'Afrique, en garnison à Alger, avait été envoyé en congé de convalescence dans sa famille, en France. Comme son congé expirait sept jours avant le départ de la classe dont il faisait partie, il se présenta au bureau de la place pour s'enquérir de ce qu'il devait faire. Il fut sans doute trop aisé et moins coûteux de lui faire terminer son temps dans une garnison voisine. Il reçut l'ordre de rejoindre son corps à Alger où il est arrivé juste..... pour être désarmé et revenir.

**Le privilège de la chasse.** — Les chasseurs se plaignent et leur porte paroles est M. Saint-Albin, du Figaro. Il paraît que les marchands qui revendent du gibier en temps prohibé portent atteinte aux plaisirs de ces messieurs. Pourquoi? Parceque leur trafic, en même temps qu'il est condamnable, est alimenté par la maraude et la rapine, c'est lui qui entretient le braconnage: école du vol et de l'assassinat. Quels philanthropes ces chasseurs, et comme on voit bien que c'est l'intérêt général seul qui guide les grandes sociétés cynégétiques.

**La Justice prévoyante.** — Le jeudi 20 février, se jugeait à la huitième chambre correctionnelle un procès en diffamation intenté par le secrétaire du Syndicat des employés des omnibus.